

*Banque commerciale du Canada*

**Mme McDougall:** Monsieur le président, je tiens cet article pour quelque peu trompeur. Il y a déjà eu des fusions. Nous avons envisagé un certain nombre de possibilités et nous avons opté pour la solution qui nous a paru la plus satisfaisante pour tous. Si nous permettions aux banques qui éprouvent des difficultés de fusionner avec l'une ou l'autre de nos cinq grandes banques, nous pourrions bien nous retrouver sans aucune banque régionale. Je ne pense pas que ce soit là ce que nous voulions. Nous aimerions conserver des banques régionales qui soient rentables. Peut-être devons-nous faire quelque chose pour qu'elles le demeurent. On avait besoin de l'aide du gouvernement provincial et ce dernier a accepté de faire sa part. Nous avons signalé, quant à nous, que nous jugions que le gouvernement fédéral se devait d'intervenir. C'est dans notre intérêt à tous.

En ce qui a trait à certaines des choses qui se passent aux États-Unis, il a suffi d'une simple rumeur selon laquelle le système bancaire du Texas risquait de connaître des difficultés pour que le cours du dollar soit touché. Ce n'est pas simplement dans l'intérêt de Toronto et de Calgary; il est dans notre intérêt de montrer aux Canadiens et au monde que nous avons confiance dans le système bancaire et dans cette banque en particulier. Nous voulons nous assurer qu'il y a une place au Canada pour les banques régionales, pourvu qu'elles soient rentables, solvables et qu'elles contribuent à l'essor des entreprises locales de façon économique.

**Mlle Nicholson:** Nous reconnaissons tous que la confiance est importante et qu'il est essentiel d'agir rapidement. Cependant, on ne m'a pas dit précisément pourquoi l'argent du contribuable devait être utilisé ou si vous préférez pourquoi les banques, comme elles l'ont fait dans le passé, n'ont pas pris la responsabilité de protéger leur excellente réputation.

L'actif total de cette banque équivaut à moins de 1 p. 100 de l'actif des grandes banques. La ministre prétend-elle que le gouvernement juge que les petites banques régionales sont si importantes du point de vue idéologique qu'il faut nécessairement y investir l'argent du contribuable plutôt que de demander aux grandes banques de leur venir en aide, ce qu'elles peuvent fort bien faire sans puiser dans les deniers publics?

**Mme McDougall:** Selon moi, les banques sont bel et bien venues à la rescousse de cette banque. Après tout, ensemble, elles investissent 60 millions de dollars et la Société d'assurance-dépôts du Canada, qui est financée par les institutions financières, verse en outre 75 millions de dollars. A mon avis, elles apportent un appui très solide à la banque et elles sont prêtes à participer au maintien du système bancaire. Il s'agit là d'une association tout à fait valable, selon moi, qui témoigne tout d'abord de la confiance dans le système et vise ensuite à sauver une institution régionale.

**M. Riis:** Monsieur le Président, je voudrais obtenir deux ou trois éclaircissements de la ministre. Dans la lettre qu'elle a écrite à mon chef et dont copie a été transmise au leader parlementaire de mon parti, elle a affirmé que la décision des gouvernements respectifs d'acheter la dette de rang inférieur de la Banque Commerciale du Canada coûterait au gouvernement

fédéral 13 millions de dollars. Pourrait-elle nous apporter des éclaircissements? Je ne comprends pas à quoi elle fait allusion.

**Mme McDougall:** La banque avait émis des obligations bancaires de rang inférieur qui portent intérêt. Les trois niveaux de gouvernement ont acheté ces obligations et elles seront remboursées. Nous devenons ainsi créanciers de la banque à ce niveau, en plus des 60 millions que la banque nous doit.

**M. Riis:** La ministre sait que le dernier article du projet de loi parle de 75 millions de dollars devant être versés à même le Fonds du revenu consolidé. A la Chambre, nous parlons constamment des 60 millions que cela coûtera au contribuable canadien alors que le projet de loi parle de 75 millions de dollars. La ministre pourrait-elle nous expliquer l'écart entre ces deux chiffres?

**Mme McDougall:** Le montant dont il est question dans le projet de loi comprend 60 millions de dollars sous forme d'aide et les 13 millions de dollars pour l'achat des obligations.

**M. Riis:** Je voudrais poser deux autres questions et je céderai ensuite la parole à certains de mes collègues.

• (1300)

Voilà une banque qui avait des difficultés financières et qui va s'en tirer, ce qui en dit long sur le conseil d'administration et sur la direction de la banque. Puisque nous demandons aux contribuables canadiens d'avancer 75 millions de dollars pour aider cette banque et pour lancer probablement une nouvelle direction qui réussira, la ministre peut-elle expliquer ce que sont devenus les responsables qui avaient approuvé des prêts risqués et un programme financier qui ont mis la banque dans une situation financière extrêmement précaire? Qu'est devenue la haute direction? Qu'est devenu le conseil d'administration? Il paraît que plusieurs cadres supérieurs ont vendu des actions de la banque avant que la situation ne soit dévoilée publiquement, probablement pour sauver leurs placements; la ministre a-t-elle des observations à faire à ce sujet.

**Mme McDougall:** Monsieur le Président, d'après ce que nous savons, mes fonctionnaires et moi-même, le président directeur général a manifesté un sens aigu des responsabilités en venant nous parler de ses difficultés. Les tentatives de diversification dans tout le pays et en Californie étaient bonnes. Le conseil d'administration et la direction ont fait preuve de maturité. Nous demanderions à être représentés au sein du conseil d'administration de la banque. L'inspecteur général chargera deux personnes de surveiller les prêts risqués. Nous espérons pouvoir augmenter le nombre de membres du conseil d'administration. Si nous constatons que notre impression actuelle est fautive, nous agirons en conséquence.

Plusieurs changements ont été apportés à la direction depuis le départ de Howard Eaton et depuis lors, on a fait le nécessaire pour renforcer le conseil et la direction. Cette direction et le conseil ont malheureusement été renforcés à un moment où la situation se gâtait. Sauf erreur, ils ont fait preuve d'un sens aigu des responsabilités.